

DEMANDE D'AIDE POUR LES AGRICULTEURS

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Madame le Président, puisque le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne peut nous fournir que des explications bidon, j'aimerais adresser ma question au ministre de l'Agriculture—ou supposé tel. Il sait très certainement que le prix du pétrole produit au Canada a augmenté d'un peu moins de 30 p. 100 à la tête de puits alors que celui du gaz-oil pour les producteurs canadiens a plus que doublé.

Puisque le ministre de l'Agriculture reste là à ne rien faire pendant que son collègue le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources rançonne les producteurs canadiens, j'aimerais lui demander s'il compte recommander à ses collègues du cabinet certaines mesures d'aide aux producteurs afin qu'ils n'aient pas des coûts de production trop élevés?

Des voix: Bravo!

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député sait pertinemment que les producteurs canadiens de denrées agricoles tirent de nombreux avantages de plusieurs programmes.

Des voix: Oh, oh!

Mlle MacDonald: Comme les taux d'intérêt, par exemple.

M. Whelan: Il ne faut pas oublier que les producteurs canadiens sont mondialement compétitifs. Ils paient le gallon de gaz-oil 40 à 50c. moins cher ici que partout ailleurs dans le monde.

* * *

LES MESURES D'URGENCE

LES MOYENS D'ALERTE DES VILLES DE L'ONTARIO EN PRÉVISION D'UNE ÉVACUATION

M. Jack Burghardt (London-Ouest): Madame le Président, étant donné la conférence qui doit débiter le 5 juin sur la planification de mesures d'urgence, je voudrais poser la question suivante au président du Conseil privé. Les problèmes suscités depuis quelques années par le transport de produits dangereux ont convaincu les dirigeants municipaux de la nécessité de mettre en place des mesures d'urgence. De nombreux problèmes se posent chaque fois qu'une localité est aux prises avec une situation d'urgence majeure, entre autre chose l'évacuation massive de la population. Comme c'est le cas pour la plupart des villes, la ville de London ne dispose pas de moyens d'alerte nécessaires en prévision d'une évacuation d'urgence. Je sais qu'il existe un système d'alerte fédéral, contrôlé depuis la base de Petawawa, qui permet d'alerter les dix comtés de sud-ouest de l'Ontario.

Des voix: La question!

M. Burghardt: Étant donné que des produits dangereux transitent tous les jours par la ville de London, serait-il possible de concevoir un système permettant de fractionner le réseau en question de sorte que le maire d'une municipalité pourrait réclamer, en cas d'extrême urgence, que les résidents locaux soient alertés depuis la base de Petawawa?

[Français]

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, je veux remercier l'honorable député de sa ques-

Questions orales

tion. C'est un fait que vendredi j'aurai l'occasion de rencontrer mes collègues des provinces pour discuter des principes qui devront permettre une meilleure coopération entre les divers paliers de gouvernement pour une meilleure planification des mesures d'urgence au Canada, ce qui devrait permettre à toutes les régions, y inclus, bien sûr, celle de London, de répondre beaucoup plus efficacement aux diverses situations d'urgence.

[Traduction]

En ce qui concerne le cas précis soulevé par mon collègue, je vais demander aux responsables de la planification des mesures d'urgence de me préparer un rapport sans délai que je m'empresserai de communiquer au député.

* * *

LES SUBSTANCES DANGEREUSES

L'URÉE-FORMALDÉHYDE—DEMANDE D'AIDE POUR LES PROPRIÉTAIRES DE MAISON

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Madame le Président, il nous faut prévoir un plan d'urgence pour les milliers de propriétaires qu'empoisonne la mousse d'urée-formaldéhyde.

● (1450)

Ma question s'adresse au ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Des milliers de propriétaires et de locataires en colère se regroupent un peu partout dans le pays parce qu'ils éprouvent les mêmes problèmes de santé et que leur maison ont perdu toute valeur à cause de cet isolant toxique. Ils tiennent le gouvernement fédéral pour directement responsable de la situation, et particulièrement la SCHL qui avait favorisé cette mesure dans son programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Ces citoyens réclament que le gouvernement intervienne immédiatement et qu'il ne se contente pas de mener une simple enquête téléphonique auprès de 400 personnes.

Je voudrais, par votre entremise, Votre Honneur, inviter le ministre à redresser ces torts, étant donné que la Société canadienne d'hypothèques et de logement est la responsable de cette situation en raison du programme d'isolation thermique. Entreprendra-t-il de mettre sur pied des centres d'information, d'essai et de consultation dans les bureaux régionaux de la SCHL? Aidera-t-il les gens éprouvés par des problèmes de santé à se trouver de nouveaux logements? Prorogera-t-il le PAREL, programme déjà en vigueur d'aide à la remise en état des logements, pour permettre aux gens d'enlever des murs de leurs maisons cette mousse contaminée?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je voudrais tout d'abord signaler que je suis bel et bien au courant des problèmes évoqués par l'honorable représentante de Vancouver-Est.

Des voix: Oh, oh!

M. Cosgrove: Dans ma propre circonscription, les propriétaires touchés se sont réunis pour discuter entre eux de la situation. Je suis parfaitement au courant de leurs préoccupations.

M. Clark: Vous avez plus de cheveux que d'idées!